



# Communiqué de presse

024/25

Montreuil, le 16 mai 2025

## Protection de l'enfance : une urgence humaine, une responsabilité politique

### Un constat accablant, une indignation légitime.

Le 8 avril 2025, la commission d'enquête parlementaire a publié un rapport sans appel sur les manquements de l'État en matière de protection de l'enfance. Ce rapport vient confirmer ce que la CGT, aux côtés des professionnel-le-s de terrain, dénonce depuis des années : un système fragmenté, sous-financé, inégalitaire, et abandonné à des logiques comptables. Le résultat de ces manquements est sans appel, aujourd'hui des milliers d'enfants sont détruits par les dysfonctionnements. La rapporteure de la commission parle d'un « *impensé des politiques publiques* ». Pour la CGT, ce n'est pas un oubli, mais une volonté délibérée de ne pas voir, de ne pas entendre. Les lois existent, les besoins sont identifiés, les rapports s'accumulent... mais les actes concrets et les moyens ne suivent pas. Une fois encore !

### Une accumulation de signaux d'alerte... restés sans réponse.

Depuis 2018, les rapports de l'IGAS, de la Cour des comptes, de l'Assemblée nationale, du CESE et de la Défenseure des droits pointent tous les mêmes dysfonctionnements :

- Explosion des mesures non mises en œuvre.
- Manque criant de professionnels qualifiés.
- Carence dans la prévention, les suivis, l'hébergement.
- Inégalités territoriales massives dans l'accès aux droits, et accompagnements disparates suivant les départements.
- Des mineurs isolés stigmatisés.

Malgré le Livre blanc remis en décembre 2023 à cinq ministères, malgré les préconisations claires du CESE (octobre 2024) aucune réponse politique à la hauteur n'a été engagée. Alors que les besoins explosent, les services eux implosent ! Les taux d'occupations dans les établissements (des pouponnières, en passant par les maisons d'enfants et dans les familles d'accueil) n'ont jamais été aussi élevé. Il n'est plus possible de pourvoir répondre aux sollicitations et les professionnel-le-s sont épuisés. Le gouvernement vient une fois encore d'annoncer une nouvelle baisse des budgets alloués aux services publics, y compris ceux dédiés à la protection de l'enfance. L'État persiste donc dans une logique d'austérité mortifère.

### Cette décision est irresponsable, dramatique et inacceptable Une politique publique sacrifiée au profit de logiques comptables.

Derrière les discours, la réalité est brutale :

- Sureffectifs en pouponnières.
- Enfants malmenés en structure, sensée les protéger.
- Des jeunes meurent, abandonnés par le système
- Des professionnels désabusés, ayant perdu le sens de la mission confiée.
- Encadrements insuffisants.
- Recours accru aux intérimaires non qualifiés.
- Déqualification rampante des métiers du travail social.

### Que dire de certaines recommandations : digne du 19<sup>ème</sup> siècle.

On parle de développer le mentorat, le bénévolat, de mobiliser les tiers de confiance, de renforcer l'évaluation de la minorité... quelle aberration, alors que les difficultés des jeunes sont de plus en plus importantes, qu'une spécialisation est nécessaire pour répondre au mieux aux demandes, le rapport remet en avant le bénévolat, le mécénat... La formation initiale et continue des professionnel-le-s, socle indispensable pour un accompagnement de qualité, est, elle aussi, fragilisée. Les métiers de la protection de l'enfance exigent des qualifications reconnues et spécifique (EJE, éducateurs spécialisés, assistants sociaux...), pas des formations au rabais.

La pluridisciplinarité d'une équipe permet de travailler la spécificité de chaque situation en ayant une vision globale de celle-ci.

Alors que les rapports recommandent une réelle prévention ; la PMI, la prévention spécialisée, les accueils de jour, les mesures éducatives en milieu ouvert manquent cruellement de moyens et de personnels.

Pour la CGT La responsabilité de l'état est clairement engagée responsable, même s'il tente de se dédouaner en renvoyant la responsabilité sur les départements.

Alors que les travailleur-euses sociaux sont en première ligne : surcharge chronique, injonctions contradictoires, exposition à la violence, perte de sens, insatisfaction...

Ils ne lâchent rien. Ils ne se mobilisent pas seulement pour leurs salaires, mais pour défendre un service public respectueux, humain, et porteur de justice sociale.

La CGT réclame :

- La centralisation des politiques de l'enfance, avec une mise en œuvre via les départements.
- Des financements pérennes.
- Des recrutements massifs et pérennes de professionnel-le-s qualifié-es dans tous les services.
- Une revalorisation salariale harmonisée au niveau national.
- Des conditions de travail dignes et sécurisées.
- Une politique ambitieuse de prévention dès la petite enfance.
- La fin des logiques dérogatoires, de la précarisation des parcours, et de la sous-traitance à tout-va.

La CGT appelle l'ensemble des professionnel-le-s, des familles, des citoyen-nes et des élu-es à se mobiliser pour que les enfants protégés ne soient plus les oubliés de la République.

*« L'abandon des enfants les plus fragiles n'est pas une option. »*

Il est temps de dire non à l'austérité, oui à la solidarité.

La CGT poursuivra son action sans relâche, aux côtés des professionnel-le-s et des familles, pour reconstruire une protection de l'enfance respectueuse, ambitieuse et humaine.

**Mobilisation le 19 juin, lors des assises de la protection de l'enfance à Paris et dans tous les territoires.**